



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

jpr/bmo/878

Arrêté du 13 septembre 2023 portant prescriptions complémentaires à la société BUTACHIMIE sur son site de Chalampé

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du mérite

VU le code de l'environnement et, notamment, ses articles L.181-14 et R.181-45,

VU le code de l'environnement et, notamment, sa section 8 du chapitre 5 du titre I du livre V (partie réglementaire),

VU la Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) (refonte),

VU les conclusions du sur les meilleures techniques disponibles relatives aux systèmes communs de traitement/gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique (BREF CWW) ;

VU l'arrêté ministériel relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 mars 1990 autorisant la société BUTACHIMIE à exploiter ses installations à Chalampé,

VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif pour la partie risques chroniques) à la société Butachimie à Chalampé/Ottmarsheim en référence au titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

VU le rapport en date du 12 juillet 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la consultation pour avis de l'exploitant, sur le projet d'arrêté préfectoral reçu par l'exploitant le 7 août 2023 ;

VU l'avis formulé par l'exploitant dans son courrier du 4 septembre 2023 ;

Considérant que la MTD n°6 des conclusions du BREF CWW susvisées prévoit la mise en œuvre d'un programme de surveillance des odeurs émises par les installations lorsque des nuisances olfactives sont probables ou avérées,

Considérant que comme détaillé dans le rapport de l'inspection des installations classées du 12 juillet 2023 susvisé, les installations sont visées par des plaintes récurrentes en matières de nuisances olfactives pendant les périodes de grands arrêts des installations, et qu'au delà des mesures techniques et organisationnelles mises en place par l'exploitant pour limiter les effets de ces nuisances sur les tiers il convient en application de la MTD précitée de fixer par voie d'arrêté la mise en place d'une surveillance environnementale des odeurs pendant les phases de grand arrêt des installations,

Considérant que, conformément à l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées,

Considérant que, dans sa transmission du 4 septembre 2023 l'exploitant confirme la nécessité de renforcer les prescriptions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé,

Considérant que, dans sa transmission du 4 septembre 2023 l'exploitant conteste la pertinence d'une mise en place d'une surveillance des émissions des odeurs en période de grand arrêts, sans amener de justificatif technique ou réglementaire quant à l'inadéquation de cette prescription vis-à-vis de la situation, ou de l'application des conclusions des MTD susvisées opposables aux installations,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les dispositions applicables aux installations situées route départementale 52 à Chalampé (68490) et exploitées par la société BUTACHIMIE, ci-après dénommé exploitant, sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Plan de surveillance

Dans un délai d'un an, l'exploitant transmet à l'inspection un plan de surveillance des émissions olfactives de ces installations **en période de grand arrêt**. Ce plan devra à minima contenir les éléments suivants :

- Présentation générale de l'industriel : présentation de l'établissement (le contexte, localisation, enjeux, procédés, les textes réglementaires applicables (directives IED, les arrêtés ministériels et préfectoraux) en matière d'odeur, l'zone d'étude...
- Une évaluation des émissions olfactives de l'installation :
 - Inventaire des substances/matières utilisées ou/et sortantes qui peuvent être associées à une odeur,
 - description des sources/process qui pourraient produire des odeurs.
- Une évaluation des enjeux et des voies d'exposition

- Une interprétation critique olfactive :
 - liste des risques odorants potentiel lié à l'exploitation ou/et à l'environnement.
 - proposition d'actions pour réduire les potentiels risques odorantes.
- Un plan de surveillance à l'émission par olfactométrie (sur un ensemble d'émissaire représentatif des émissions du grand arrêt) et dans le milieu d'exposition représentatif des impacts potentiels pendant la période de grand arrêt. Les méthodes de surveillance sont imposées à l'article 3 du présent arrêté.
- Définition de seuils olfactifs contraignant en application des dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 suvisé (et de la circulaire d'application du 17 décembre 1998 de cet arrêté). Les seuils définis par l'exploitant dans son plan de surveillance et validé (comme décrit ci après) par l'inspection vaudront valeur limite réglementaire d'émission.

Le plan de surveillance prédéfini devra recevoir l'accord de l'inspection (par courrier de cette dernière). Il est mis en œuvre à chaque grand arrêt des installations (arrêt triennaux).

Article 3 : **Méthodes générales de surveillance**

Pour la surveillance des odeurs, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN (olfactométrie dynamique conformément à la norme EN 13725 pour déterminer la concentration des odeurs, ou les normes NF-X-43-103, NF EN 16841-1 ou -2 pour déterminer l'exposition aux odeurs) ou, en cas de recours à d'autres méthodes pour lesquelles il n'existe pas de normes EN, comme l'estimation de l'impact olfactif, les normes ISO, les normes nationales ou les normes internationales sont réputées permettre de remplir ces critères."

Article 4 : **Plan de gestion des odeurs**

L'exploitant met en œuvre un plan de gestion des odeurs comprenant à minima les éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Article 5 :

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Chalampé pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Chalampé.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 : sanctions

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Chalampé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société BUTACHIMIE.

À Colmar, le 13 septembre 2023

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif
Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.